

Quatre Burundais frappés de sanctions par l'Union européenne

RFI, 02-10-2015 L'Union européenne a adopté jeudi 1er octobre des sanctions contre quatre Burundais impliqués dans des actes de violence, de répression, ou d'incitation à la violence. Il s'agit de restrictions de déplacement et de gel de leurs avoirs. L'identité de ces quatre personnes ne devait être dévoilée que ce vendredi dans le Journal officiel mais elle a déjà fuit. Sur les quatre Burundais sanctionnés, trois sont des hauts responsables de la sécurité du pouvoir en place, et le quatrième est l'un des principaux acteurs du putsch manqué de mai dernier.

Premier nom sur la liste : Godefroid Bizimana. Le directeur général adjoint de la police nationale est accusé par l'UE, selon les informations révélées par un blog belge spécialisé sur les questions de défense, d'avoir « pris des décisions opérationnelles qui ont entraîné un recours disproportionné à la force et des actes de répression violente ». Egalement mis en cause dans la répression : le chef de cabinet de l'administration présidentielle chargé de la police nationale. Gervais Ndirakobuca serait en particulier responsable de violences commises entre le 26 et le 28 avril dans les quartiers de Nyakabiga et Musaga à Bujumbura. Troisième dignitaire de l'appareil sécuritaire du président Nkurunziza : Mathias-Joseph Niyonzima, alias Kazungu, un agent de renseignement accusé d'encadrer la milice des jeunes du parti au pouvoir, les Imbonerakure, y compris hors du Burundi, dont les violences ont été condamnées par la communauté internationale. Enfin, le quatrième homme appartient en revanche au camp des auteurs du coup d'Etat manqué du 13 mai 2015. Léonard Ngendakumana, bras droit du chef des putschistes Godefroid Nyombaré, est accusé par l'Union européenne d'attaques à la grenade et d'incitation à la violence. En juillet dernier, sur une chaîne kényane, il avait effectivement revendiqué des attaques à la grenade contre des bureaux de vote et promis d'intensifier les actions jusqu'au départ de Pierre Nkurunziza.